

Belgique : « C'est une grève politique ! » Oui, et alors ? - « Nous sommes entrés dans une épreuve de force »

mardi 9 décembre 2014, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2014).

Sommaire

- [Une action de plus en plus \(...\)](#)
- [Une grève politique ? Oui, \(...\)](#)
- [Un virage à la Thatcher](#)
- [Une balle dans le pied](#)
- [Lutter pour une alternative](#)

Toute lutte socio-économique d'ensemble acquiert inévitablement le caractère d'une lutte politique parce qu'elle met face à face les deux classes fondamentales de la société : la classe ouvrière et la bourgeoisie. Du coup, qu'on le veuille ou non, se pose inévitablement la question politique par excellence : qui dirige ici ? en fonction de quels intérêts ?

Evitons les faux débats : nous ne parlons pas ici de « lutte politique » au sens étroit de la compétition politicienne entre partis et de la pratique du pouvoir. Nous parlons de lutte politique au sens large du conflit qui oppose des visions du monde contradictoires, exprimant les besoins historiques de classes sociales antagoniques. Ces visions du monde débouchent sur des priorités complètement différentes en termes d'action gouvernementale. Pour employer un terme à la mode : nous parlons du paradigme social et de sa traduction dans la gestion de la cité.

Une action de plus en plus politique

L'évolution du capitalisme entraîne un renforcement de la portée politique de l'action syndicale. D'une part parce que la classe de celles et ceux qui doivent vendre leur force de travail pour vivre est de plus en plus nombreuse, de sorte que le paradigme capitaliste tend objectivement à avoir de moins en moins de base sociale (subjectivement, c'est une autre paire de manche). Se pose ainsi une question lancinante de démocratie. D'autre part parce que les trusts multinationaux veulent un return sur investissement à court terme mais que leurs profits dépendent de plus en plus de choix politiques et d'investissements publics à long terme, de sorte que l'Etat joue paradoxalement un rôle croissant dans le capitalisme mondialisé « du troisième âge ».

La portée politique de l'action syndicale est particulièrement nette dans la période actuelle de l'économie de marché sous gestion néolibérale. Ironie de l'histoire : au plus les gouvernements néolibéraux oeuvrent à laisser faire en toutes choses « la main aveugle du marché », au plus ils mettent en évidence le fait que cette main n'est pas aveugle du tout, qu'elle est commandée par une vision de long terme du capital, et que cette vision inclut d'infliger une défaite grave au monde du travail. Il est clair en effet que la dérégulation tous azimuts (bancaire, fiscale, sociale, environnementale,...) est en réalité le produit d'une règle politique, que cette règle peut être

remplacée par une autre, et que ce remplacement – qui demande une décision politique – est indispensable pour que soient prises d'autres décisions, favorables à la majorité sociale.

Une grève politique ? Oui, et alors ?

Dans le contexte présent, la portée politique de la mobilisation des travailleur.euse.s. contre les mesures d'austérité du gouvernement MR-NVA crève les yeux. Entendons-nous bien : les dirigeants syndicaux ont raison de protester quand De Croo leur reproche de mener « une grève politique ». Ils ont raison parce que cette déclaration insinue que le plan d'action vise à ramener le PS au pouvoir contre la volonté démocratique des électeurs, qu'il s'agit d'une manœuvre politicienne de la direction de la FGTB, et que celle-ci utilise la masse des travailleurs au profit de ses « amis politiques ». Mais ils ont tort, en même temps, de ne pas assumer que leur combat est bien un combat contre ce gouvernement et pour une autre politique, au service de la majorité sociale.

Ils ont tort parce que c'est une illusion de croire que ce gouvernement pourrait reculer sur autre chose que des broutilles. C'est une illusion encore plus grande de croire qu'il serait possible d'en sortir par la mise en place d'une société (capitaliste) démocratique où un secteur associatif florissant et des syndicats puissants joueraient le rôle de contre-pouvoir face à un gouvernement qui accepterait une interaction constante avec eux... . Il ne faut pas rêver : nous sommes entrés dans une épreuve de force : il y aura un gagnant et un perdant, pas une « issue concertée » dans l'intérêt de tous et toutes !

Un virage à la Thatcher

Michel ne changera pas de politique et n'ouvrira pas de « vraie concertation ». Pourquoi ? Pour la simple raison que son objectif stratégique est justement de pousser les organisations syndicales hors-jeu et de les affaiblir afin de changer les rapports de forces dans ce pays et d'ouvrir la voie au démantèlement de la Sécurité sociale. Telle est la mission que cette coalition a reçue du patronat, et elle ne peut pas se permettre d'y déroger. Ce n'est pas du « fascisme » (le fascisme ne met pas les syndicats hors-jeu, il les écrase !). Mais c'est bien un virage important à droite. Un virage à la Thatcher. Comme sous Thatcher, il s'accompagne d'un discours élitiste/sécuritaire/individualiste visant à mobiliser des couches et des sentiments réactionnaires contre le mouvement ouvrier et ses valeurs : la solidarité et l'égalité des droits. Il y a donc un vrai danger.

Les quatre demandes du front commun – le maintien et le renforcement du pouvoir d'achat par la liberté de négocier et la suppression du saut d'index, une sécurité sociale fédérale forte, un investissement dans la relance et des emplois durables en ce compris des services publics de qualité et une justice fiscale – ne peuvent pas être satisfaites autrement qu'en faisant tomber cette coalition. Ne pas le faire, c'est se condamner en tant que syndicats à perdre (ce qui reste de) la capacité de peser sur les choix politiques. Dans ce cas-là, d'autres mesures suivront : contre les conquêtes sociales, bien sûr, mais aussi contre les organisations syndicales elles-mêmes (la fin du subside que l'Etat leur verse pour le traitement des dossiers de chômage, par exemple).

Une balle dans le pied

Les responsables syndicaux ne sont pas aveugles sur ces enjeux, mais leur refus d'assumer la portée politique de leur propre plan d'action les conduit à se tirer une balle dans le pied. Il suffit que le gouvernement évoque la possibilité d'un *tax-shift* au contenu incertain pour que le sommet de la

CSC soit tenté de se précipiter à la table de négociation – en détricotant d'un seul coup le bon rapport de forces construit sur le terrain ! Les incohérences sont visibles aussi à la FGTB. Marc Goblet déclare correctement que la NVA « dicte » la politique du gouvernement et que le patronat est derrière elle, il menace d'une grève « *au finish* »... mais il ne veut pas que le gouvernement tombe, il lui demande donc « *de revenir sur toute une série de décisions pour permettre une réelle concertation parce que si le gouvernement tombe, alors la NVA aura gagné. Parce qu'elle dira : c'est un pays qui n'est pas gouvernable, il faut le confédéralisme.* » [1] Que de contradictions !

Il faut cesser de se laisser hypnotiser ainsi par le souci « responsable » de la « concertation » et par les calculs politiques de la NVA. L'intérêt « responsable » du mouvement ouvrier commande de bloquer les projets de ce gouvernement, donc de le faire tomber et de ne pas hésiter devant cette conséquence – de l'assumer au contraire. Cette chute du gouvernement ne résoudra évidemment pas tout mais, 1°) elle nous débarrassera de toutes les mesures (y compris l'achat de nouveaux avions de chasse, le maintien du nucléaire, les restrictions dans la culture, la pénalisation du cannabis, le tout sécuritaire, etc) ; 2°) cette victoire consolidera l'unité des travailleurs et travailleuses, du Nord et du Sud. Elle améliorera donc leur rapport de forces dans le combat contre le démantèlement de la Sécu, et dissipera les nuages de fumée « confédéralistes » que De Wever répand à gros jet autour de cet enjeu.

Lutter pour une alternative

Evidemment, faire tomber le gouvernement NVA-MR pose la question de l'alternative. C'est peu dire que le retour du PS n'est ni une solution ni même un « moindre mal » : Di Rupo et tous les gouvernements à participation social-démocrate depuis 25 ans ont ouvert la voie à De Wever-Michel. La seule issue pour le mouvement syndical est donc d'assumer que le monde du travail et la société dans son ensemble ont besoin d'une autre politique. Une politique qui prend l'argent là où il est, refinance le secteur public et associatif, rétablit le droit individuel aux allocations, supprime les discriminations contre les femmes et les jeunes, brise le pouvoir de la finance et des géants de l'énergie, audite la dette publique, lutte pour une autre Europe, organise une transition écologique juste et créatrice d'emplois, et met fin au scandale d'une gestion inhumaine de l'asile, notamment...

Beaucoup de ces revendications figurent déjà dans des documents de congrès des syndicats. Certaines centrales ou régionales ont même élaboré de véritables programmes alternatifs. La FGTB de Charleroi-Sud-Hainaut a adopté « 10 objectifs » qui constituent un « plan d'urgence anticapitaliste ». La CNE a élaboré avec ses militant.e.s un « projet de société » fort complet et radical. L'Interrégionale wallonne de la FGTB a dans ses cartons d'excellentes propositions antilibérales, et même anticapitalistes. Il faut assumer que ces programmes sont des programmes politiques, être conséquent et agir en tant que syndicats afin qu'ils soient concrétisés sur le terrain politique. Et c'est maintenant qu'il faut le faire, dans l'action. Sinon, quand ? Après la lutte ?

Le mouvement syndical est à la croisée des chemins. Pour être à la hauteur des enjeux, de ses propres revendications et de la force qu'il a mise en mouvement, il est décisif qu'il abandonne une fausse conception de l'indépendance syndicale. Comme le répètent les responsables de la FGTB carolo : « *L'indépendance syndicale n'est pas l'apolitisme* ». C'est le fond de la question. Avec ses 3,5 millions d'affilié.e.s, le mouvement syndical, s'il le veut, a la force d'élaborer et d'imposer une politique sociale (et écologique). Et ce n'est pas qu'une question de force. Avec leurs proches, ces 3,5 millions d'affilié.e.s constituent la majorité de la population. Un programme répondant à leurs aspirations, discuté dans des milliers de réunions de base, aura infiniment plus de légitimité démocratique que le programme que les partis de cette coalition ont rédigé en secret, avec des mesures qui ne figuraient même pas à leur programme électoral.

P.-S.

* <http://www.lcr-lagauche.org/cest-une-greve-politique-oui-et-alors/>

Notes

[1] http://www.rtbf.be/info/belgique/detail_marc-goblet-dans-le-grand-oral-nous-irons-au-finish?id=8431216